



VIVE LE PCF (MLM) !

# Rédactions du Quotidien du peuple et du Drapeau Rouge : Deux politiques de coexistence pacifique diamétralement opposées

## 1963

*Rédaction du Renmin Ribao et Rédaction du Hongqi*

*12 décembre 1963*

La coexistence pacifique doit être la chose dont Khrouchtchev et d'autres camarades parlent le plus depuis le XXe Congrès du P.C.U.S.

Les dirigeants du P.C.U.S. répètent à tout bout de champ qu'ils sont fidèles à la politique de coexistence pacifique de Lénine et qu'ils l'ont développée de manière créatrice. Ils portent au crédit de leur politique de « coexistence pacifique » toutes les victoires arrachées par les peuples au prix de longues luttes révolutionnaires.

Ils clairomnent que l'impérialisme, et l'impérialisme américain en particulier, est pour la coexistence pacifique et calomnient à plaisir le Parti communiste chinois et tous les autres partis marxistes-léninistes, les disant des adversaires de la coexistence pacifique. La lettre ouverte du Comité central du P.C.U.S. prétend même que la Chine voudrait que l'on s'engage avec l'impérialisme « dans une compétition... pour déclencher la guerre ».

Ils présentent comme étant conformes à la politique de coexistence pacifique de Lénine, les nombreux actes et propos par lesquels ils ont renié le marxisme-léninisme, trahi la révolution prolétarienne mondiale et la cause révolutionnaire des peuples et nations opprimés du monde.

Mais les mots « coexistence pacifique » auraient-ils, pour la direction du P.C.U.S., une vertu talismanique qui la protégerait dans sa trahison du marxisme-léninisme ? Non, c'est vraiment et totalement impossible.

Nous nous trouvons devant deux politiques de coexistence pacifique, diamétralement opposées l'une à l'autre.

L'une est la politique de coexistence pacifique de Lénine et de Staline, celle que préconisent tous les

marxistes-léninistes, y compris les communistes chinois.

L'autre est la politique de coexistence pacifique antiléniniste que constitue la ligne générale dite de coexistence pacifique préconisée par Khrouchtchev et d'autres.

Voyons de plus près la politique de coexistence pacifique de Lénine et de Staline et ce que Khrouchtchev et d'autres appellent la ligne générale de coexistence pacifique.

## **LA POLITIQUE DE COEXISTENCE PACIFIQUE DE LÉNINE ET DE STALINE**

C'est à Lénine que l'on dit l'idée de l'application par les pays socialistes de la politique de coexistence pacifique avec les pays à systèmes sociaux différents. Cette juste politique fut celle que pratiquèrent le Parti communiste et le gouvernement de l'Union soviétique durant les années de la direction de Lénine et de Staline.

Avant la Révolution d'Octobre, la question de la coexistence pacifique entre pays socialistes et pays capitalistes ne se posait évidemment pas, étant donné qu'il n'y avait pas un seul pays socialiste au monde.

Et cependant, vers les années 1915-1916, partant d'une analyse scientifique de l'impérialisme, Lénine prévoyait déjà : « le socialisme ne peut triompher simultanément dans tous les pays. Il triomphera d'abord dans un seul ou dans plusieurs pays, tandis que les autres resteront pendant un certain temps des pays bourgeois ou prébourgeois » [1].

Cela revenait à dire que le monde connaîtrait pendant un certain temps une situation où il y aurait coexistence entre pays socialistes et pays capitalistes ou pré-capitalistes. La nature même du système socialiste implique, pour les pays socialistes, l'application d'une politique extérieure de paix. Lénine dit : « Seule la classe ouvrière pourra, quand elle aura conquis le pouvoir, mener une politique de paix en réalité et pas seulement en paroles » [2].

On peut dire que ce point de vue de Lénine est le fondement même de l'idée de la politique de coexistence pacifique.

Après la victorieuse Révolution d'Octobre, Lénine proclama à maintes reprises, devant le monde entier, que le pays des Soviets pratiquait une politique extérieure de paix. Cependant, les impérialistes ne cherchaient qu'à étrangler la jeune République socialiste au berceau et passèrent à l'intervention armée contre elle. Lénine, face à cette situation, soulignait : « Sans défendre la république socialiste par les armes, nous ne pouvons pas exister » [3].

En 1920, le grand peuple soviétique triomphait de l'intervention armée impérialiste. Alors un « équilibre relatif se fit jour entre le pays des Soviets et les pays impérialistes. Plusieurs années d'épreuves de force ne firent pas lâcher pied au pays des Soviets. Engagé jusque-là dans la guerre, il commença à se tourner vers l'édification pacifique. C'est dans ces circonstances que Lénine formula l'idée de la politique de coexistence pacifique. En fait, c'est aussi à partir de ce moment que l'impérialisme se vit obligé d'accepter de « coexister » avec le pays des Soviets.

Du vivant de Lénine, cet équilibre fut toujours fort instable, la République socialiste soviétique

étant l'objet d'un encerclement capitaliste très sérieux. Lénine souligna plus d'une fois qu'étant donné la nature agressive de l'impérialisme, il était impossible de garantir que le socialisme et le capitalisme vivraient longtemps en paix.

Dans les conditions historiques de l'époque, Lénine ne pouvait pas encore détailler le contenu de la politique de coexistence pacifique entre pays à système sociaux différents. Cependant, le grand Lénine élaborait une juste politique extérieure pour le premier Etat de dictature de prolétariat et formula les idées fondamentales de la politique de coexistence pacifique.

En quoi consistent ces idées fondamentales ?

1° Lénine souligna que l'Etat socialiste existe entièrement contre la volonté des impérialistes. Qu'il applique avec persévérance une politique étrangère de paix, les impérialistes n'ont pas pour autant le désir de vivre en paix avec lui et s'efforcent invariablement de tout exploiter et de saisir chaque occasion pour le combattre, voire même le détruire.

Lénine dit : « Par sa situation objective, de même qu'en raison des intérêts économiques de la classe capitaliste qu'il incarnait, l'impérialisme international ... ne pouvait en aucun cas, sous aucune condition, s'accommoder d'une existence aux côtés de la République des Soviets » [4].

Il dit encore : « ... l'existence de la République soviétique à côté d'Etats impérialistes est impensable pendant une longue période. En fin de compte, l'un ou l'autre doit l'emporter. Et avant que cette fin arrive, un certain nombre de terribles conflits entre la République soviétique et les Etats bourgeois est inévitable » [5].

Aussi Lénine souligna-t-il à maintes reprises que l'Etat socialiste doit maintenir une vigilance de tous les instants face à l'impérialisme. Il dit : la « leçon que tous les ouvriers et paysans doivent assimiler, c'est de nous tenir sur nos gardes, de nous souvenir que nous sommes entouré d'hommes, de classes et de gouvernements qui expriment ouvertement la haine la plus farouche à notre égard. On ne doit pas oublier que nous sommes constamment à un cheveu de l'invasion » [6].

2° Lénine souligna que seule la lutte permettrait au pays des Soviets de vivre en paix avec les pays impérialistes. C'était là le résultat de multiples épreuves de force entre les pays impérialistes et le pays des Soviets, qui appliquait une politique juste, comptait sur l'appui du prolétariat et des nations opprimées du monde entier et exploitait les contradictions entre impérialistes.

Lénine dit en novembre 1919 : « Il arrive souvent que l'ennemi une fois battu, il revient à de meilleurs sentiments. Nous avons dit plus d'une fois à messieurs les impérialistes d'Europe que nous voulions bien faire la paix, mais eux rêvaient d'asservir la Russie. Maintenant ils ont compris que leurs rêves ne se réaliseraient jamais » [7].

Lénine fit ressortir en 1921 que « les puissances impérialistes, malgré toute leur haine et leur désir de se ruer sur la Russie soviétique, ont renoncé à ce dessein, parce que la décomposition du monde capitaliste va en progressant et que son unité ne cesse de diminuer, tandis que la pression exercée par les peuples coloniaux opprimés qui comptent plus d'un milliard d'habitants, s'accroît chaque année, chaque mois et même chaque semaine » [8].

3° Dans l'application de la politique de coexistence pacifique, Lénine adopta des politiques

différentes vis-à-vis des différents genres de pays du monde capitaliste.

Il accordait une importance toute particulière à l'établissement de relations amicales avec les pays humiliés et opprimés par les impérialistes. Il remarqua que « les intérêts fondamentaux sont les mêmes chez tous les peuples qui souffrent sous le joug de l'impérialisme ».

« Cette politique mondiale de l'impérialisme provoque le rapprochement, l'alliance et l'amitié de tous les peuples opprimés ». Il ajouta que la politique de paix du pays des Soviets obligeait la R.S.F.S.R. [République socialiste fédérative soviétique de Russie] à se lier de plus en plus étroitement avec un nombre sans cesse accru d'États voisins » [9].

Lénine dit aussi que « Nous nous fixons actuellement comme tâche essentielle de vaincre les exploités et de gagner à nous les hésitants ; c'est là une tâche universelle. L'on trouve parmi ces hésitants un grand nombre d'États bourgeois qui, en tant que tels, nous détestent, mais préfèrent d'autre part conclure avec nous la paix, en tant qu'États assujettis » [10].

En ce qui concerne les pays impérialistes, tels que les Etats-Unis, Lénine dit : « Les bases de la paix avec l'Amérique ? Que les capitalistes américains ne nous touchent pas ». « Les obstacles à une telle paix ? Aucun de notre part. L'impérialisme de la part des capitalistes américains (comme de tous les autres) » [11].

4° La politique de coexistence pacifique de Lénine est la politique que le prolétariat au pouvoir poursuit envers les pays à systèmes sociaux différents. Lénine n'a jamais fait de la coexistence pacifique le contenu exclusif de la politique extérieure de l'Etat socialiste. Il a souligné explicitement et à maintes reprises que le principe fondamental de l'Etat socialiste en matière de politique extérieure, c'est l'internationalisme prolétarien.

Il dit : « La Russie soviétique estime que sa plus grande fierté est d'aider les ouvriers du monde entier dans leur lutte difficile pour le renversement du capitalisme » [12].

Dans le décret sur la paix qu'il promulgua au lendemain de la Révolution d'Octobre, Lénine, tout en proposant à tous les pays belligérants d'établir immédiatement une paix sans annexions et sans indemnités de guerre, en appela aux ouvriers conscients des pays capitalistes, disant que « ces ouvriers, par leur activité multiple, décisive, par leur énergie sans réserve, nous aideront à mener avec succès jusqu'au bout la lutte pour la paix et, en même temps, la lutte pour l'affranchissement des masses laborieuses et exploitées de tout esclavage et de toute exploitation » [13].

Dans le Brouillon du projet de programme du Parti que Lénine fit pour le VIIe Congrès du Parti communiste de Russie, il était dit en termes clairs et précis que « soutenir le mouvement révolutionnaire du prolétariat socialiste, en premier lieu dans les pays avancés » et « soutenir le mouvement démocratique et révolutionnaire dans tous les pays en général, en particulier dans les colonies et les pays dépendants » constituent une part importante de la politique internationale du Parti » [14].

5° Lénine a toujours soutenu que les classes opprimées et les classes oppresseuses, les nations opprimées et les nations oppresseuses ne peuvent coexister pacifiquement.

Dans les « Thèses sur les tâches fondamentales du IIe Congrès de l'Internationale communiste »,

Lénine fit remarquer : « la bourgeoisie, même la plus éclairée et la plus démocratique, ne s'arrête plus devant aucun mensonge, ni devant aucun crime, devant le massacre de millions d'ouvriers et de paysans pour sauver la propriété privée des moyens de production ».

Et il conclut : « ... Le fait d'admettre l'idée d'une paisible soumission des capitalistes à la volonté de la majorité des exploités, et d'une évolution pacifique, réformiste vers le socialisme, n'est pas seulement le signe d'une extrême stupidité petite-bourgeoise, c'est aussi duper manifestement les ouvriers, idéaliser l'esclavage salariés capitaliste, dissimuler la vérité » [15].

Lénine ne cessa d'insister sur l'hypocrisie de « l'égalité des nations » prêchée par l'impérialisme. Il dit : « La Société des Nations et toute la politique d'après-guerre de l'Entente révèlent cette vérité d'une manière encore plus claire et plus nette, renforçant partout la lutte révolutionnaire, aussi bien du prolétariat des pays avancés que de toutes les masses laborieuses des pays coloniaux et dépendants, hâtant la faillite des illusions nationales petites-bourgeoises sur la possibilité de la coexistence pacifique et de l'égalité des nations en régime capitaliste » [16].

Telles sont les idées fondamentales de Lénine au sujet de la politique de coexistence pacifique.

Staline s'en tint fermement à la politique de coexistence pacifique de Lénine. Durant les trente années où il assumait la direction de l'Etat soviétique, il appliqua toujours cette politique de coexistence pacifique. C'est seulement lorsque les impérialistes et les réactionnaires déclenchèrent la guerre d'agression ou de provocations armées contre l'Union soviétique que celle-ci se vit obligée d'entreprendre la Grande Guerre patriotique et de riposter en légitime défense.

Staline souligna : « Le fondement de nos relations avec les pays capitalistes réside dans le fait que les deux systèmes opposés peuvent coexister ». « Maintenir des rapports pacifiques avec les pays capitalistes, voilà la tâche que nous devons assumer » [17].

Il souligna aussi que « la coexistence pacifique entre le régime capitaliste et le régime communiste est pleinement possible, s'il existe un désir mutuel de coopérer, si l'on est prêt à remplir les engagements contractés, si l'on observe le principe de l'égalité et de la non-immixtion dans les affaires intérieures des autres Etats » [18].

Tout en se tenant à la politique de coexistence pacifique de Lénine, Staline était résolument contre l'arrêt du soutien aux révolutions populaires, qui aurait pour but de s'attirer les bonnes grâces de l'impérialisme. Il mit nettement en relief les deux lignes opposées en matière de politique extérieure, et il fallait « choisir ou l'une ou l'autre » :

« Ou bien, dit-il, nous continuerons à l'avenir à appliquer une politique révolutionnaire, à rassembler les prolétaires et les opprimés de tous les pays autour de la classe ouvrière de l'U.R.S.S. – dans ce cas, le capital international s'emploiera par tous les moyens à nous empêcher d'aller de l'avant ;

« Ou bien nous renonçons à notre politique révolutionnaire et faisons des concessions de principe au capital international – dans ce cas, le capital international, sans doute, ne s'opposera pas à nous 'aider' à faire de notre pays socialiste une 'bienveillante' république bourgeoise ».

Staline donna un exemple : « Les États-Unis nous demandent de renoncer par principe à notre

politique de soutien au mouvement d'émancipation de la classe ouvrière des autres pays, et disent que si nous faisons pareille concession, tout ira bien ... Peut-être devrions-nous faire cette concession ? »

Il répondit par la négative : « nous ne pouvons faire cette concession ou d'autres du genre, sans nous renier nous-mêmes » [19].

Ces paroles de Staline sont, aujourd'hui encore, d'une grande portée pratique. Il existe effectivement deux politiques étrangères et deux politiques de coexistence pacifique, qui sont diamétralement opposées.

Tous les marxistes-léninistes ont donc pour tâche impérieuse de savoir distinguer entre ces deux politiques de nature différente, de s'en tenir fermement à la politique de Lénine et de Staline, de combattre résolument la politique de trahison, de capitulation et d'abstention en matière de soutien à la révolution, politique que Staline avait vigoureusement dénoncée, de combattre résolument la politique visant à faire dégénérer un pays socialiste en une « bienveillante » république bourgeoise.

## **LE PARTI COMMUNISTE CHINOIS S'EN TIENT FERMEMENT A LA POLITIQUE DE COEXISTENCE PACIFIQUE DE LÉNINE**

La lettre ouverte du C.C. du P.C.U.S. accuse le Parti communiste chinois de « manquer de confiance dans la possibilité de la coexistence pacifique », et le calomnie, prétendant qu'il s'oppose à la politique de coexistence pacifique de Lénine.

Est-ce exact ? Bien sûr que non.

Tous ceux qui respectent les faits peuvent voir clairement que le Parti communiste chinois et le gouvernement de la République populaire de Chine s'en sont tenus invariablement à la politique de coexistence pacifique de Lénine et qu'ils ont remporté de grands succès.

Un changement radical est intervenu dans le rapport international des forces de classe depuis la Seconde Guerre mondiale. Le socialisme a triomphé dans un bon nombre de pays et le camp socialiste est né.

Le mouvement de libération nationale a pris une extension sans précédent, un grand nombre de jeunes pays nationalistes ayant obtenu l'indépendance politique sont apparus. Le camp impérialiste a été considérablement affaibli et les contradictions entre pays impérialistes se font de plus en plus aiguës. Cette situation procure aux pays socialistes des conditions encore plus favorables pour l'application d'une politique de coexistence pacifique avec les pays à systèmes sociaux différents.

C'est dans ces nouvelles conditions historiques que le Parti communiste et le gouvernement chinois ont, par son application, enrichi la politique de coexistence pacifique de Lénine.

Le camarade Mao Tsé-toung a déclaré à la veille de la fondation de la République populaire de Chine : « Nous proclamons devant le monde entier que ce que nous combattons est exclusivement le système impérialiste et les complots de l'impérialisme contre le peuple chinois. Nous sommes prêts à entamer des négociations avec tout gouvernement étranger pour établir des relations diplomatiques fondées sur les principes d'égalité, de l'avantage réciproque ainsi que du respect

mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, à condition qu'il soit disposé à rompre ses relations avec les réactionnaires chinois, cesse de conspirer avec eux ou de les aider et adopte à l'égard de la Chine populaire une attitude amicale qui soit véritable et non hypocrite. Le peuple chinois est prêt à coopérer amicalement avec les peuples de tous les pays, à rétablir et à développer le commerce avec l'étranger afin de favoriser la production et de faire prospérer l'économie » [20].

Conformément à cette orientation, formulée par le camarade Mao Tsé-toung, nous avons défini explicitement notre politique étrangère de paix dans le Programme commun adopté en septembre 1949 par la Conférence consultative politique du peuple chinois, et par la suite, dans la Constitution de la République populaire de Chine approuvée en septembre 1954 par l'Assemblée populaire nationale.

Le gouvernement chinois prit en 1954 l'initiative de formuler les célèbres cinq principes de la coexistence pacifique qui sont : respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la souveraineté, non-agression mutuelle, non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures, égalité et avantages réciproques, coexistence pacifique. Puis, à la Conférence de Bandung de 1955 et sur la base des Cinq principes, nous avons élaboré avec les pays d'Asie et d'Afrique, les Dix principes.

En 1956, le camarade Mao Tsé-toung fit le bilan de l'expérience acquise par notre pays dans le domaine des affaires internationales et exposa plus amplement l'orientation générale de notre politique étrangère.

Il dit : « Pour gagner une paix durable dans le monde, il nous faut développer davantage notre coopération amicale avec les pays frères du camp socialiste et renforcer notre union avec tous les pays qui aiment la paix. Nous devons faire tous nos efforts pour établir, avec tous les pays désireux de vivre en paix avec nous, des relations diplomatiques normales sur la base du respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la souveraineté ainsi que l'égalité et des avantages réciproques. Au mouvement de libération et d'indépendance nationale dans les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, au mouvement de paix et aux justes luttes dans tous les pays du monde, nous devons apporter un soutien actif » [21].

En 1957, le camarade Mao Tsé-toung déclara : « Renforcer notre unité avec l'Union soviétique, avec tous les pays socialistes : elle est notre politique fondamentale, là sont nos intérêts essentiels. »

« Ensuite, nous devons renforcer et développer notre solidarité avec les pays d'Asie et d'Afrique, ainsi qu'avec tous les pays et tous les peuples épris de paix ».

« Pour ce qui est des pays impérialistes, nous devons également nous unir avec leurs peuples et nous efforcer de réaliser la coexistence pacifique avec ces pays, faire du commerce avec eux et prévenir toute guerre éventuelle. Mais à l'égard de ces pays, nous ne devons en aucun cas nourrir des vues qui ne correspondent pas à la réalité » [22].

Ces quatorze dernières années, nous avons adopté, dans les affaires internationales, une politique faite de distinctions entre les divers genres de pays et selon la situation de chacun des pays d'un même genre.

1) Nous opérons une distinction entre pays socialistes et pays capitalistes. Pour ce qui est des pays

socialistes, nous nous en sommes fermement tenus au principe internationaliste prolétarien de l'aide mutuelle. Notre politique étrangère a pour règle fondamentale le maintien et le renforcement de l'unité des pays du camp socialiste.

2) Nous opérons une distinction entre pays nationalistes qui ont nouvellement conquis leur indépendance politique et pays impérialistes.

Par leur système politico-social, les pays nationalistes se différencient foncièrement des pays socialistes. Mais de profondes contradictions les opposent à l'impérialisme. Dans la lutte contre l'impérialisme, pour la sauvegarde de l'indépendance nationale et de la paix mondiale, leurs intérêts sont identiques à ceux des pays socialistes.

Il en résulte une vaste et réelle possibilité d'établissement de relations de coexistence pacifique, d'amitié et de coopération entre pays socialistes et pays nationalistes. L'établissement de pareilles relations est d'une grande signification pour le renforcement de l'unité des forces anti-impérialistes et le développement de la lutte commune des peuples contre l'impérialisme.

Nous nous en sommes toujours tenus à la politique de consolidation et de développement des liens de coexistence pacifique et de coopération amicale avec les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Nous avons, en même temps, mené les luttes indispensables et appropriées vis-à-vis des pays, telle l'Inde, qui ont violé et saboté les Cinq principes.

3) Nous opérons une distinction entre pays impérialistes et pays capitalistes en général, et aussi entre les différents pays impérialistes.

Alors que le rapport international des forces de classe évolue sans cesse à l'avantage du socialisme, que l'impérialisme s'affaiblit et que ses contradictions internes s'aiguisent de jour en jour, la possibilité existe pour les pays socialistes de faire en sorte que l'un ou l'autre pays impérialiste se voie obligé de consentir à l'établissement de relations tenant dans une certaine mesure de la coexistence pacifique, et cela en prenant appui sur le renforcement de leurs propres forces, sur le développement des forces révolutionnaires des peuples, sur l'union des pays socialistes avec les pays nationalistes, sur la lutte de tous les peuples attachés à la paix, ainsi que par l'utilisation des contradictions internes de l'impérialisme.

Nous remplissons nos obligations internationalistes prolétariennes avec une fermeté inébranlable, tout en maintenant résolument la coexistence pacifique avec les pays à systèmes sociaux différents.

Nous soutenons activement le mouvement de libération nationale des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, le mouvement ouvrier des pays d'Europe occidentale, d'Amérique du Nord et d'Océanie ; nous soutenons activement la lutte révolutionnaire des peuples et leur lutte contre la politique d'agression et de guerre de l'impérialisme et pour la défense de la paix mondiale.

Tout ceci tend vers un seul but : Rassembler autour du camp socialiste et du prolétariat international toutes les forces qui peuvent être unies et établir un vaste front uni contre l'impérialisme américain et ses laquais.

Au cours des dix et quelques dernières années, et conformément aux cinq principes de la coexistence pacifique, le gouvernement chinois a établi des relations amicales et développé les



échanges économiques et culturels avec nombre de pays à systèmes sociaux différents. La Chine a conclu différents traités avec le Yémen, la Birmanie, le Népal, l'Afghanistan, la Guinée, le Cambodge, l'Indonésie et le Ghana, traités d'amitié, traités de paix et d'amitié, traités d'amitié et d'entraide, traités de non-agression. En outre, elle a réglé de façon satisfaisante les questions de frontières héritées de l'histoire, avec des pays dont la Birmanie, le Népal, le Pakistan et l'Afghanistan.

Nul ne peut effacer les nombreux et importants succès que le Parti communiste et le gouvernement chinois ont remportés en s'en tenant fermement à la politique de coexistence pacifique de Lénine.

En inventant que la Chine est contre la coexistence pacifique, la direction du P.C.U.S. est mue par des buts cachés. Pour parler franchement, elle cherche à masquer son ignominieuse trahison envers l'internationalisme prolétarien et sa complicité avec l'impérialisme.

## **LA LIGNE GÉNÉRALE DITE DE « COEXISTENCE PACIFIQUE » DE LA DIRECTION DU P.C.U.S.**

La politique de coexistence pacifique de Lénine est violée en fait non pas par nous, mais par la direction du P.C.U.S.

La direction du P.C.U.S. a glorifié à outrance la coexistence pacifique telle qu'elle l'entend. Quels sont donc ses principaux points de vue à ce sujet ?

1) La direction du P.C.U.S. estime que la coexistence pacifique est le principe suprême, qui doit prédominer dans le règlement des problèmes sociaux de notre époque. Elle prétend que la coexistence pacifique est l'« impératif suprême des temps modernes » et la « souveraine exigence de l'époque » [23]. Elle dit aussi que « la coexistence pacifique est la meilleure et la seule voie acceptable pour régler les problèmes les plus importants avec lesquels la société se trouve confrontée » [24] et que le principe de la coexistence pacifique doit devenir une « loi fondamentale de la vie de toutes les sociétés modernes » [25].

2) La direction du P.C.U.S. estime que l'impérialisme est maintenant disposé à accepter la coexistence pacifique et qu'il ne constitue plus un obstacle à celle-ci. Elle affirme que « beaucoup de gouvernements et de dirigeants des pays occidentaux sont maintenant partisans de la paix et de la coexistence pacifique » [26] et « comprennent toujours mieux la nécessité de la coexistence pacifique » [27]. Elle propage en particulier l'idée que le président des Etats-Unis « a reconnu le bien-fondé et le caractère réaliste de la coexistence pacifique entre pays à systèmes sociaux différents » [28].

3) La direction du P.C.U.S. préconise la « coopération générale » avec les pays impérialistes, en particulier les Etats-Unis. Elle prétend que l'Union soviétique et les Etats-Unis « peuvent trouver une base d'actions et d'efforts concertés pour le bien de toute l'humanité » [29] et « peuvent avancer la main dans la main dans la voie du raffermissement de la paix et de l'établissement d'une véritable coopération internationale entre tous les pays » [30].

4) La direction du P.C.U.S. soutient que la coexistence pacifique est la « ligne générale de la

politique extérieure de l'Union soviétique et des autres pays du camp socialiste » [31].

5) Elle soutient, en outre, que « le principe de la coexistence pacifique détermine maintenant la ligne générale de la politique extérieure du P.C.U.S. et des autres partis marxistes-léninistes » [32], qu'il est le « fondement stratégique du communisme » à notre époque, et que les communistes du monde entier doivent « faire de la lutte pour la coexistence pacifique le principe général de leur politique » [33].

6) La direction du P.C.U.S. considère la coexistence pacifique comme le préalable de la victoire de la lutte révolutionnaire des peuples. Elle estime que les nombreuses victoires des peuples « ont été remportées dans les conditions de la coexistence pacifique entre États à régimes sociaux différents » [34]. Elle dit encore que « c'est précisément dans les conditions de la coexistence pacifique des États à régimes sociaux différents que s'est accomplie la révolution socialiste à Cuba, que le peuple algérien et que plus de quarante autres pays ont conquis leur indépendance nationale, que se sont renforcés et qu'ont grandi les partis frères, qu'a augmenté l'influence du mouvement communiste mondial » [35].

7) La direction du P.C.U.S. estime que la coexistence pacifique est « le meilleur moyen d'aider le mouvement ouvrier révolutionnaire international à atteindre ses principaux objectifs de classe » [36]. Elle dit que dans les conditions de la coexistence pacifique, la possibilité du passage pacifique des pays capitalistes au socialisme s'est accrue. Elle maintient, en outre, que la victoire du socialisme dans la compétition économique « équivaldra à porter un coup écrasant à tout le système des rapports capitalistes » [37]. « Lorsque le peuple soviétique jouira des bienfaits du communisme, d'autres centaines de millions d'hommes sur la terre diront : 'nous sommes pour le communisme !' » [38]. A ce moment-là, même des capitalistes « passeront au Parti communiste ».

Ces vues de la direction du P.C.U.S. ont-elles quoi que ce soit en commun avec la politique de coexistence pacifique de Lénine ?

La politique de coexistence pacifique de Lénine est la politique suivie par les pays socialistes dans leurs relations avec les pays à systèmes sociaux différents, mais Khrouchtchev qualifie la coexistence pacifique de principe suprême de la vie de la société moderne.

La politique de coexistence pacifique de Lénine est un aspect de la politique internationale du prolétariat au pouvoir, mais Khrouchtchev étend la signification de la coexistence pacifique et en fait la ligne générale de la politique extérieure des pays socialistes et, qui plus est, la ligne générale des partis communistes du monde entier.

La politique de coexistence pacifique de Lénine s'oppose à la politique d'agression et de guerre de l'impérialisme, tandis que la « coexistence pacifique » de Khrouchtchev se plie aux exigences de l'impérialisme et favorise la politique d'agression et de guerre de ce dernier.

La politique de coexistence pacifique de Lénine part du concept de la lutte internationale de classe, tandis que la « coexistence pacifique » de Khrouchtchev substitue la collaboration des classes à la lutte de classe sur le plan international.

La politique de coexistence pacifique de Lénine est dictée par la mission historique du prolétariat

international, et exige donc des pays socialistes que, tout en l'appliquant, ils soutiennent résolument la lutte révolutionnaire de tous les peuples et nations opprimés. Mais la « coexistence pacifique » de Khrouchtchev, elle, substitue le pacifisme à la révolution mondiale prolétarienne et trahit l'internationalisme prolétarien.

Khrouchtchev a fait de la politique de coexistence pacifique une politique de capitulation de classe. Au nom de la coexistence pacifique, il a trahi les principes révolutionnaires des Déclarations de 1957 et de 1960, dépouillé le marxisme-léninisme de son contenu révolutionnaire et l'a déformé et altéré au point de le rendre méconnaissable.

C'est là une trahison non dissimulée du marxisme-léninisme !

## **TROIS DIVERGENCES DE PRINCIPE**

Dans la question de la coexistence pacifique, les divergences entre la direction du P.C.U.S. d'une part et nous ainsi que les autres partis marxistes-léninistes et tous les marxistes-léninistes d'autre part portent sur les principes ; il ne s'agit pas de savoir si les pays socialistes doivent ou non appliquer la politique de coexistence pacifique, mais il s'agit de l'attitude correcte à adopter vis-à-vis de la politique de coexistence pacifique de Lénine. Ces divergences se ramènent, en somme, à trois questions :

Premièrement : Est-il nécessaire de combattre l'impérialisme et la réaction bourgeoise pour réaliser la coexistence pacifique ? La coexistence pacifique peut-elle mettre fin à l'antagonisme et à la lutte entre le socialisme et l'impérialisme ?

Les marxistes-léninistes ont toujours estimé qu'en ce qui concerne les pays socialistes, l'application de la coexistence pacifique entre pays à système sociaux différents ne présente pas la moindre difficulté. Les obstacles à la coexistence pacifique viennent toujours de l'impérialisme et de la réaction bourgeoise.

Les cinq principes de la coexistence pacifique ont été formulés pour contrecarrer la politique d'agression et de guerre de l'impérialisme. Dans les relations internationales, ces principes interdisent de porter atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale d'autres pays, d'intervenir dans leurs affaires intérieures, d'empiéter sur leurs intérêts et leur statut d'égalité et de déclencher des guerres d'agression.

Mais l'agression et l'asservissement des autres pays et nations participent de l'impérialisme lui-même ? Et celui-ci ne changera pas de nature, tant qu'il vivra. Aussi, de par sa nature même, l'impérialisme ne peut-il absolument pas admettre les cinq principes de la coexistence pacifique. Dès que la possibilité lui en est donnée, il œuvre au sabotage des pays socialistes, voire même à leur destruction, il se livre à l'agression contre d'autres pays et nations et s'emploie à les asservir.

L'histoire montre que c'est précisément par suite de toutes sortes de raisons objectives qui lui étaient défavorables que l'impérialisme n'a pas osé s'aventurer à déclencher la guerre contre les pays socialistes, ou que, dans d'autres cas, il s'est vu obligé de cesser les hostilités et d'accepter une certaine coexistence pacifique.

L'histoire montre également que des luttes aiguës et complexes se déroulent constamment entre pays impérialistes et pays socialistes, et parfois même, des conflits militaires et la guerre les mettent directement aux prises.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, qu'il y ait ou non guerre chaude, l'impérialisme n'a cessé de poursuivre la guerre froide. Tout en se consacrant activement à l'accroissement des armements et aux préparatifs de guerre, les pays impérialistes usent toujours de mille et un moyens pour combattre les pays socialistes dans les domaines politique, économique, idéologique et autres, allant même jusqu'à la provocation militaire et à les menacer de guerre.

L'impérialisme livre une guerre froide aux pays socialistes, ceux-ci luttent contre cette guerre froide, et c'est là une manifestation de la lutte de classe à l'échelle mondiale.

L'impérialisme applique ses plans d'agression et de guerre non seulement vis-à-vis des pays socialistes, mais encore partout dans le monde, et il s'emploie à y réprimer le mouvement révolutionnaire des peuples et nations opprimés.

Dans ces circonstances, les pays socialistes doivent de concert avec les peuples du monde entier, combattre résolument la politique d'agression et de guerre de l'impérialisme, mener contre lui une lutte qui lui réponde du tac au tac. Cette lutte de classe, tantôt intense, tantôt moins tendue, est inéluctable.

Or, Khrouchtchev ne tient pas compte de ces faits pourtant indéniables. Il ne cesse de propager que l'impérialisme a désormais reconnu la nécessité de la coexistence pacifique, et il considère la lutte menée par les pays socialistes et les peuples du monde entier contre l'impérialisme comme étant incompatible avec la politique de coexistence pacifique.

Pour lui, même lorsque l'impérialisme ou les réactionnaires bourgeois menacent militairement les pays socialistes, attaquent ceux-ci par les armes ou affichent des prétentions humiliantes qui violent la souveraineté et la dignité des pays socialistes, ces derniers ne peuvent que faire concession sur concession, accommodement sur accommodement.

C'est précisément en partant de cette logique que Khrouchtchev a qualifié de « victoire de la coexistence pacifique » les concessions qu'il a faites, les unes après les autres, le trafic des principes auquel il s'est livré et son acceptation servile des exigences humiliantes imposées par l'impérialisme américain, lors de la crise des Caraïbes.

C'est encore en suivant cette même logique que Khrouchtchev a présenté comme un acte de « sabotage de la coexistence pacifique » le maintien résolu par la Chine des justes principes dans la question de la frontière sino-indienne et la riposte en légitime défense que la Chine, lorsqu'elle se vit poussée à bout, opposa à l'attaque armée des réactionnaires indiens.

Parfois, Khrouchtchev parle lui aussi, de la lutte entre les deux systèmes sociaux différents. Mais comment l'envisage-t-il ?

Il dit : « Il importe de faire des efforts afin de transformer la lutte inévitable entre les deux systèmes en une lutte entre deux idéologies » [39]. Ici, la lutte politique a été escamotée !

Khrouchtchev dit encore que « le principe léniniste de la coexistence pacifique entre Etats appartenant à des régimes sociaux, économiques et politiques différents ne signifie pas simplement l'absence de guerre, pas simplement un état de trêve provisoire.

Il suppose des relations amicales, économiques et politiques entre ces Etats, l'établissement et le développement de formes variées de coopération pacifique internationale » [40]. Là, il n'y a plus de lutte du tout, sous quelque forme que ce soit !

Tel un illusionniste, Khrouchtchev par de multiples tours de passe-passe, transforme les grandes choses en petites et réduit les petites à zéro. Il efface l'antagonisme fondamental entre les systèmes socialiste et capitaliste ainsi que les contradictions fondamentales entre camp socialiste et camp impérialiste, il biffe la lutte de classe à l'échelle internationale. Il transforme la coexistence pacifique entre les deux systèmes et les deux camps en une « coopération générale ».

Deuxièmement : La coexistence pacifique peut-elle être prise pour ligne générale de la politique extérieure des pays socialistes ?

Nous estimons que la ligne générale de la politique extérieure des pays socialistes doit traduire le principe fondamental de la politique extérieure des pays socialistes et englober le contenu essentiel de celle-ci.

Et quel est ce principe ? C'est l'internationalisme prolétarien.

Lénine a dit : « L'alliance avec les révolutionnaires des pays avancés et avec tous les peuples opprimés contre les impérialistes de tout poil, telle est la politique extérieure du prolétariat » [41]. L'internationalisme prolétarien, ce principe qui fut formulé par Lénine, doit être l'orientation de la politique extérieure des pays socialistes.

Depuis que s'est constitué le camp socialiste, chaque pays socialiste a eu à traiter, en matière de politique extérieure, trois sortes de relations, à savoir : relations avec les autres pays socialistes, relations avec les pays à système sociaux différents, relations avec les peuples et nations opprimés.

Aussi la ligne générale de la politique extérieure des pays socialistes, doit-elle, selon nous, avoir ceci pour contenu : développer, sur la base du principe de l'internationalisme prolétarien, les relations d'amitié, d'entraide et de coopération entre les pays du camp socialiste ; sur la base des Cinq principes, chercher la coexistence pacifique avec les pays à systèmes sociaux différents, et lutter contre la politique d'agression et de guerre de l'impérialisme ; soutenir la lutte révolutionnaire de tous les peuples et nations opprimés. Ces trois aspects sont reliés entre eux et aucun d'eux ne peut être absent.

Puisque la direction du P.C.U.S. réduit la ligne générale de la politique extérieure des pays socialistes à la seule coexistence pacifique, nous voudrions lui demander : que doivent être les rapports d'un pays socialiste avec les autres pays socialistes ? Peut-il s'agir simplement de rapports de coexistence pacifique ?

Il est évident qu'entre pays socialistes aussi, le respect mutuel des Cinq principes est exigé. La violation de l'intégrité territoriale, de l'indépendance et de la souveraineté d'un pays frère, l'intervention dans ses affaires intérieures, les activités subversives entreprises au sein de ce pays, la

violation du principe de l'égalité et de l'avantage mutuel dans ses rapports avec d'autres pays frères sont choses absolument inadmissibles. Cependant la seule application de ces principes est loin d'être suffisante.

La Déclaration de 1957 dit : « Ces principes importants ne sont toutefois pas les seuls qui définissent l'essence des rapports entre les pays socialistes. L'entraide fraternelle des pays socialistes est partie intégrante de leurs rapports. Cette entraide est l'expression effective du principe de l'internationalisme socialiste ».

Ériger la coexistence pacifique en ligne générale de la politique extérieure, comme le fait la direction du P.C.U.S., revient en fait à supprimer les relations d'entraide et de coopération internationalistes prolétariennes entre pays socialistes, à mettre sur un même pied pays socialistes frères et pays capitalistes, et équivaut en fait à liquider le camp socialiste.

Puisque la direction du P.C.U.S. réduit la ligne générale de la politique extérieure des pays socialistes à la seule coexistence pacifique, nous voudrions lui demander : comment les pays socialistes doivent-ils mener leurs relations avec les peuples et nations opprimés ? Se pourrait-il que les rapports du prolétariat au pouvoir avec ses frères de classe qui ne se sont pas encore libérés et les peuples et nations opprimés ne soient pas des rapports de soutien mutuel, mais seulement de coexistence pacifique ?

Après la Révolution d'Octobre, Lénine a déclaré à maintes reprises que le pays socialiste où la dictature prolétarienne a été instaurée était une base pour la promotion de la révolution mondiale du prolétariat.

Staline aussi a déclaré : « La révolution victorieuse dans un pays ne doit pas se considérer comme une entité indépendante, mais comme une aide et un moyen pour accélérer la victoire du prolétariat de tous les pays du monde » [42]. « Elle est une base puissante pour le développement de la révolution mondiale » [43].

Aussi la politique extérieure d'un pays socialiste ne peut-elle, en aucune façon, couvrir seulement ses relations avec les pays ayant d'autres systèmes sociaux, mais doit-elle encore permettre le règlement correct de ses relations avec les autres pays socialistes, avec les peuples et nations opprimés. Les pays socialistes doivent faire du soutien à la lutte révolutionnaire de ces derniers leur devoir internationaliste et une part importante de leur politique extérieure.

A l'inverse de Lénine et Staline, Khrouchtchev présente la coexistence pacifique comme la ligne générale de la politique extérieure des pays socialistes, ce qui revient à exclure de cette politique la tâche internationaliste prolétarienne qu'est le soutien à la lutte révolutionnaire des peuples et nations opprimés. Ce n'est là en aucune manière un « développement créateur » de la politique de coexistence pacifique, mais bien un reniement de l'internationalisme prolétarien, sous prétexte de « coexistence pacifique ».

Troisièmement : La politique de coexistence pacifique poursuivie par les pays socialistes peut-elle être prise pour la ligne générale de tous les partis communistes du monde et du mouvement communiste international ? Peut-elle remplacer la révolution des peuples ?

Nous estimons que la coexistence pacifique touche aux rapports entre pays à systèmes sociaux différents, entre pays souverains indépendants.

C'est seulement après avoir fait triompher la révolution qu'il est possible pour le prolétariat et qu'il lui est nécessaire d'appliquer une politique de coexistence pacifique. Pour ce qui est des peuples et des nations opprimés, ils ont pour tâche de renverser la domination de l'impérialisme et de ses laquais, de lutter pour leur propre libération, ils ne doivent pas et ne peuvent pas appliquer la coexistence pacifique avec l'impérialisme et ses laquais.

Aussi est-il faux d'étendre la coexistence pacifique aux rapports entre classes opprimées et classes oppresseuses, entre nations opprimées et nations oppresseuses, de faire de la politique de coexistence pacifique des pays socialistes la politique des partis communistes et du peuple révolutionnaire des pays du monde capitaliste, ou bien de subordonner la lutte révolutionnaire des peuples et des nations opprimés à la politique de coexistence pacifique des pays socialistes.

Nous avons toujours soutenu que l'application correcte par les pays socialistes de la politique de coexistence pacifique de Lénine est favorable à l'accroissement de la puissance des pays socialistes, à la dénonciation de la politique d'agression et de guerre de l'impérialisme, à l'union avec tous les peuples et pays qui combattent ce dernier, et que, de ce fait elle est favorable à la lutte des peuples contre l'impérialisme et ses laquais.

De même, la lutte révolutionnaire des peuples contre l'impérialisme et ses valets frappe et affaiblit directement les forces d'agression, les forces de la guerre et de la réaction, elle est favorable à la cause de la paix mondiale et du progrès de l'humanité et, par conséquent, à l'action des pays socialistes en faveur de la réalisation de la coexistence pacifique avec les pays à systèmes sociaux différents. C'est pourquoi l'application correcte par les pays socialistes de la politique de coexistence pacifique de Lénine répond aux intérêts de la lutte révolutionnaire de peuples.

Toutefois, l'action des pays socialistes en faveur de la coexistence pacifique avec les pays à systèmes sociaux différents et les révolutions des peuples sont deux choses totalement différentes.

La réponse du 14 juin du Comité central du P.C.C. au Comité central du P.C.U.S. dit : « ... la coexistence pacifique entre pays à systèmes sociaux différents est une chose. Entre pays qui pratiquent la coexistence pacifique, il est tout à fait inadmissible et absolument impossible de toucher même à un cheveu de leur système social respectif.

Autre chose est la lutte de classe dans les différents pays, la lutte pour la libération nationale, le passage du capitalisme au socialisme. Ce sont des luttes révolutionnaires âpres, sans merci, qui visent à changer le système social. La coexistence pacifique ne peut nullement remplacer la lutte révolutionnaire des peuples. Le passage du capitalisme au socialisme dans n'importe quel pays ne peut s'effectuer qu'à travers la révolution du prolétariat de ce pays et la dictature du prolétariat ».

Considérer la coexistence pacifique, dans la société de classes, comme « la meilleure et la seule voie acceptable pour régler les problèmes les plus importants avec lesquels la société se trouve confrontée », ou comme « la loi fondamentale de la vie de toutes les sociétés modernes », participe du social-pacifisme, qui est faux de bout en bout et renie la lutte de classes, et c'est une trahison flagrante du marxisme-léninisme.

Dès 1946, le camarade Mao Tsé-toung opérait une nette distinction entre ces deux problèmes différents et fit remarquer explicitement que les compromis entre l'Union soviétique, d'une part, et les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, de l'autre, sur certains problèmes, « n'exigent pas des peuples des différents pays du monde capitaliste qu'ils fassent en conséquence des compromis dans leur propre pays. Les peuples de ces pays continueront à engager des luttes différentes selon les conditions différentes » [44].

C'est là une juste orientation marxiste-léniniste. Et c'est précisément à la lumière de cette orientation indiquée par le camarade Mao Tsé-toung que le peuple chinois mena avec détermination la révolution jusqu'au bout et remporta la grande victoire de la révolution chinoise.

A l'inverse de cette orientation marxiste-léniniste, la direction du P.C.U.S. confond la politique appliquée par le prolétariat au pouvoir en matière de règlement des relations avec les États à systèmes sociaux différents avec la ligne générale des partis communistes du monde entier, et ce faisant, elle tente de substituer la première à la seconde.

Elle exige des partis communistes et des peuples révolutionnaires qu'ils obéissent tous à ce que la direction du P.C.U.S. appelle la ligne générale de la coexistence pacifique. Elle ne veut pas de la révolution et elle interdit aux autres de la faire. Elle ne combat pas l'impérialisme, et elle interdit aux autres de le combattre.

La lettre ouverte du C.C. du P.C.U.S., de même que les propos récents de Khrouchtchev se sont efforcés de nier ceci. Ils affirment que le fait d'accuser la direction du P.C.U.S. d'avoir étendu la coexistence pacifique aux rapports entre classes opprimées et oppresseuses, entre nations opprimées et oppresseuses constitue une « diffamation honteuse ».

Ils ont même feint l'innocence, disant que la coexistence pacifique « ne pouvait s'appliquer à la lutte des classes menée contre le capital dans les pays capitalistes et au mouvement de libération nationale ». Mais ce reniement n'a pas de sens.

Nous voudrions vous demander, dirigeants du P.C.U.S. : la politique de coexistence pacifique n'étant qu'un aspect de la politique étrangère des pays socialistes, pourquoi avez-vous déclaré ces derniers temps encore quelle est « une ligne stratégique pour toute la période du passage du capitalisme au socialisme à l'échelle mondiale » [45] ?

Vous exigez des partis communistes de tous les pays capitalistes et nations opprimées qu'ils prennent la coexistence pacifique pour leur ligne générale, et cela ne revient-il pas à substituer votre politique de « coexistence pacifique » à la ligne révolutionnaire des partis communistes et à étendre par là, comme bon vous semble, la politique de coexistence pacifique aux rapports entre classes opprimées et oppresseuses, entre nations opprimées et oppresseuses ?

Nous voudrions encore vous demander : puisque les peuples ne peuvent remporter la victoire dans leur révolution qu'en comptant essentiellement sur leur propre lutte, comment pareille victoire devrait-elle avoir la coexistence pacifique pour préalable et peut-elle être décrite comme en étant le résultat ? Cette affirmation de votre part ne tend-elle pas à subordonner la lutte révolutionnaire des peuples à votre politique dite de coexistence pacifique ?



Nous voudrions encore vous demander : les succès obtenus par les pays socialistes dans le domaine économique et les victoires remportées par eux dans leur compétition économique avec les pays capitalistes constituent sans aucun doute un exemple et un encouragement pour les peuples et nations opprimés. Comment peut-on affirmer qu'il est possible de faire triompher le socialisme dans le monde entier par la coexistence pacifique et la compétition pacifique sans passer par les luttes révolutionnaires des peuples ?

La direction du P.C.U.S. proclame bruyamment que, par la coexistence pacifique et la compétition pacifique, il est possible de « porter un coup écrasant » à tout le système des rapports capitalistes et de réaliser dans le monde entier le passage pacifique au socialisme.

Cela revient en fait à estimer que les peuples et nations opprimés n'ont nul besoin de lutter, nul besoin de se dresser pour faire la révolution, ni de renverser la domination réactionnaire de l'impérialisme, du colonialisme et de leurs laquais, qu'il leur suffit d'attendre tranquillement que l'Union soviétique ait dépassé les pays capitalistes les plus avancés en fait de production et de niveau de vie pour que tous les opprimés et exploités de par le monde puissent accéder au communisme, en compagnie des oppresseurs et des exploités.

Cela ne prouve-t-il pas précisément que la direction du P.C.U.S. veut ainsi substituer la soi-disant « coexistence pacifique » à la lutte révolutionnaire des peuples, et liquider cette lutte ?

L'analyse de ces trois questions permet de constater clairement que nos divergences avec la direction du P.C.U.S. sont des divergences majeures de principe.

Le fond de ces divergences réside dans le fait que notre politique de coexistence pacifique est une politique léniniste fondée sur le principe de l'internationalisme prolétarien et en faveur de la lutte contre l'impérialisme et pour la défense de la paix mondiale, une politique qui est conforme aux intérêts de la lutte révolutionnaire des nations et peuples opprimés du monde entier, tandis que la ligne générale dite « de coexistence pacifique » de la direction du P.C.U.S. est une ligne antiléniniste qui rejette le principe de l'internationalisme prolétarien, nuit à la lutte contre l'impérialisme et pour la paix mondiale, et va à l'encontre des intérêts de la lutte révolutionnaire des peuples et nations opprimés du monde entier.

## **LA LIGNE GÉNÉRALE DE « COEXISTENCE PACIFIQUE » DE LA DIRECTION DU P.C.U.S. POURVOIT AUX BESOINS DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN**

La ligne générale dite de « coexistence pacifique » de la direction du P.C.U.S. est fermement rejetée par tous les partis marxistes-léninistes et les peuples révolutionnaires, tandis qu'elle est chaleureusement applaudie par l'impérialisme.

Les porte-parole de la bourgeoisie monopoliste occidentale ne cachent pas le moins du monde qu'ils l'apprécient beaucoup. Ils voient en Khrouchtchev « le meilleur ami de l'Occident à Moscou » [46], et disent que le « premier ministre soviétique Nikita Khrouchtchev ressemble à un homme politique américain » [47].

Ils affirment que « pour le monde libre, le camarade Khrouchtchev est le meilleur premier ministre que les Russes aient eu » et qu'« il croit réellement à la coexistence pacifique » [48]. Ils ont laissé entendre publiquement que « cette possibilité d'améliorer les relations soviéto-américaines a fait penser certains cercles du Département d'Etat que les Etats-Unis devraient dans une certaine mesure faciliter la tâche de Khrouchtchev » [49].

Les impérialistes ont toujours été hostiles à la politique de coexistence pacifique des pays socialistes, ils ont proclamé « Ce mot 'coexistence' est à la fois horrible et présomptueux », « reléguons aux ordures la notion d'une provisoire et gênante coexistence » [50].

Pourquoi alors prennent-ils maintenant pareil intérêt à la ligne générale de « coexistence pacifique » de Khrouchtchev ? Ceci s'explique par le fait qu'ils se sont rendu compte que cette ligne générale de Khrouchtchev présente des avantages pour eux.

Pour réaliser ses objectifs stratégiques qui sont la liquidation de la révolution des peuples, l'anéantissement du camp socialiste et sa domination sur le monde, l'impérialisme américain a toujours recouru à une double tactique, de guerre et de « paix ».

La situation internationale se développant d'une manière qui lui est toujours plus défavorable, il a besoin, tout en continuant à accroître ses armements et à préparer la guerre, de se livrer plus souvent à des manœuvres de paix.

Dès 1958, Dulles déclarait que les Etats-Unis devaient se consacrer à une « noble stratégie » de « triomphe pacifique » [51].

Après son investiture, Kennedy reprit à son compte et développa cette « stratégie pacifique » de Dulles, et parla d'abondance de « coexistence pacifique ». Il déclara : « Nous avons besoin d'une arme de loin meilleure que la bombe H... et cette arme est la coopération pacifique » [52].

Cela signifie-t-il que l'impérialisme américain accepte vraiment la coexistence pacifique ou bien pour reprendre les termes de la direction du P.C.U.S., qu'il a admis « le bien-fondé et le caractère réaliste de la coexistence pacifique ? ». Il n'en est évidemment rien.

Il suffit d'analyser les choses avec un tant soit peu de sérieux pour réaliser la signification réelle que l'impérialisme américain donne à la coexistence pacifique et le but qu'il lui assigne.

Que sont donc cette signification réelle et ce but ?

1° L'impérialisme américain cherche à lier les mains à l'Union soviétique et aux pays socialistes au moyen de la dite « coexistence pacifique », et à leur interdire de soutenir la lutte révolutionnaire des peuples des pays du monde capitaliste.

Dulles a dit : « En ce qui concerne le gouvernement soviétique, s'il se soustrait à l'orientation fixée par le communisme international pour rechercher essentiellement le bien-être de l'Etat et du peuple russe, il pourra mettre fin à la 'guerre froide'. Si, de même, le communisme international renonçait à ses objectifs mondiaux ... la 'guerre froide' pourrait connaître un terme » [53].

Kennedy a déclaré de son côté que si l'on désirait une amélioration des relations entre les États-Unis et l'U.R.S.S. celle-ci devrait renoncer à son plan de « communisation du monde entier, « ne

s'occuper que de ses intérêts nationaux et veiller seulement à ce que son peuple mène une vie heureuse dans des conditions de paix » [54].

Rusk s'est exprimé d'une manière encore plus cynique. Il a déclaré : « La paix ne peut pas être assurée et maintenue avant que les leaders communistes aient renoncé à leur objectif de révolution mondiale ». Il a ajouté : des indices montrent que les leaders soviétiques « sont réticents quant au fardeau et aux risques qui leur sont imposés par leurs engagements envers le mouvement communiste mondial ».

Il demanda même ouvertement aux dirigeants soviétiques qu'ils « repartent de l'avant à partir de cela, en laissant de côté l'illusion d'un triomphe mondial du communisme » [55].

Le sens de ces paroles est on ne peut plus clair. L'impérialisme américain présente les luttes révolutionnaires des nations et des peuples opprimés du monde capitaliste pour leur propre émancipation comme étant le résultat de la « communisation du monde » par les pays socialistes. Ils disent aux dirigeants soviétiques : vous souhaitez la coexistence pacifique avec les États-Unis ?

Parfait ! à condition que vous vous absteniez de tout soutien à la lutte révolutionnaire des nations et des peuples opprimés du monde capitaliste et vous engagiez à ce qu'ils ne se dressent pas pour faire la révolution. De cette façon, l'impérialisme américain pourrait, selon son heureux calcul, avoir les mains libres pour étouffer le mouvement révolutionnaire dans les pays du monde capitaliste et placer sous son esclavage et sa domination les deux tiers de la population mondiale qui y vivent.

2) L'impérialisme américain applique, au nom de la prétendue coexistence pacifique, la politique de l'« évolution pacifique » [56] à l'égard de l'Union soviétique et des pays socialistes, cherchant à y réaliser la restauration du régime capitaliste.

Dulles a dit que « le renoncement à la force ... n'implique pas le maintien du statu quo, mais le changement pacifique », qu'il « ne suffit pas de se tenir sur la défensive, la liberté doit être une force positive pénétrante » , « Nous espérons encourager une évolution au sein du monde soviétique » [57].

Eisenhower a dit que les États-Unis feraient tout ce qu'ils pourraient, par des « moyens pacifiques », pour « que les peuples qui vivent sous la contrainte de la dictature tyrannique puissent jouir en fin de compte du droit de décider eux-mêmes de leur sort par un suffrage libre » [58].

Kennedy a déclaré que les États-Unis « ont pour tâche de tout mettre en œuvre » pour qu'« un changement qui s'opère ... dans l'empire soviétique et sur les différents continents apporte à un plus grand nombre de gens une liberté plus grande, de même que la paix mondiale » [59]. Il annonça en outre qu'il appliquerait envers les pays socialistes d'Europe orientale « une politique de patient encouragement à la liberté et de prudente pression contre la tyrannie », afin de procurer aux peuples de ces pays un « libre choix » [60].

Ces paroles, elles aussi, sont dépourvues de toute équivoque. Les impérialistes américains qualifient le régime socialiste de « dictature » et de « tyrannie » et la restauration du capitalisme de « libre choix ». Ils disent aux dirigeants soviétiques : vous souhaitez la coexistence pacifique avec les États-Unis ? Cela peut se faire, mais cela ne signifie nullement que les États-Unis admettent le statu

quo dans les pays socialistes : tout au contraire, le régime capitaliste doit y être restauré. Cela signifie que l'impérialisme américain ne s'est en aucune façon résigné à ce que les peuples qui représentent un tiers de la population mondiale se soient engagés dans la voie du socialisme et qu'il rêve toujours d'anéantir tous les pays socialistes.

En somme, la signification de la « coexistence pacifique » prônée par l'impérialisme américain est qu'il n'est pas permis aux peuples sous le joug et la domination impérialistes, d'œuvrer à leur libération, que les peuples déjà libérés doivent être asservis et dominés de nouveau par l'impérialisme et que le monde entier doit être intégré dans ce que les États-Unis appellent « la communauté du monde libre ».

On constate sans peine que la ligne générale de « coexistence pacifique » de la direction du P.C.U.S. répond exactement au goût de l'impérialisme américain.

Sous prétexte de « coexistence pacifique », la direction du P.C.U.S. fait l'impossible pour s'attirer les bonnes grâces de l'impérialisme américain et ne cesse de propager l'idée que les représentants de celui-ci « se soucient de la paix ». Cela répond exactement aux exigences de la mensongère politique de paix de l'impérialisme américain.

Sous prétexte de « coexistence pacifique », la direction du P.C.U.S. étend celle-ci aux rapports entre classes opprimées et oppresseuses, entre nations opprimées et oppresseuses, s'oppose à la révolution et entend la liquider. Cela répond précisément aux exigences de l'impérialisme américain qui veut empêcher les pays socialistes de soutenir la révolution des peuples des pays du monde capitaliste.

Sous prétexte de « coexistence pacifique », la direction du P.C.U.S. substitue la coopération des classes à la lutte de classe sur le plan international, prône la « coopération générale » entre le socialisme et le capitalisme, ouvrant toutes grandes les portes à la pénétration de l'impérialisme dans les pays socialistes. Cela répond précisément aux exigences de la politique d'« évolution pacifique » de l'impérialisme américain.

L'impérialisme a toujours été le meilleur professeur par la négative. Il n'est pas inutile de reproduire ci-dessous deux passages des propos tenus par Dulles après le XXe Congrès du P.C.U.S.

Dulles a dit : « Des indices montrent qu'en Union soviétique, il existe des forces qui aspirent à un plus grand libéralisme... Si ces forces continuent à se développer et à s'amplifier de jour en jour en U.R.S.S., nous pouvons croire, et nous avons aussi toute raison d'espérer, comme je l'ai dit, qu'en l'espace de dix années ou d'une génération, nous pourrions atteindre le grandiose objectif de notre politique, à savoir l'avènement d'une Russie dominée par des gens sensibles aux vœux du peuple russe, qui ont renoncé à leur ambition de dominer le monde entier et agissent selon les principes des pays civilisés et les principes exprimés dans la Charte des Nations Unies » [61].

Dulles ajoutait : « La perspective à longue échéance, je veux parler en réalité de ce qui à longue échéance est inévitable, est que la politique actuelle des dirigeants soviétiques évoluera, de sorte qu'ils seront plus nationalistes et moins internationalistes » [62].

Il semble que le spectre de Dulles hante ceux qui ont trahi le marxisme-léninisme et

l'internationalisme prolétarien, tant et si bien que, envoûtés par la soi-disant ligne générale de coexistence pacifique, ils ne veulent pas du tout se demander à quel point leurs agissements répondent aux espoirs de l'impérialisme américain.

## **LA COOPÉRATION SOVIÉTO-AMERICAINE, AME DE LA LIGNE GÉNÉRALE DE « COEXISTENCE PACIFIQUE » DE LA DIRECTION DU P.C.U.S.**

Ces dernières années, la direction du P.C.U.S. ne jure plus que par la « coexistence pacifique ». Mais en fait, son attitude envers la Chine et certains autres pays socialistes non seulement va à l'encontre de l'internationalisme prolétarien, mais encore ne s'accorde pas avec les cinq principes de la coexistence pacifique.

Pour aller droit au but, disons que si la direction du P.C.U.S. prêche sans cesse la coexistence pacifique en tant que ligne générale de sa politique extérieure, c'est qu'elle veut des pays socialistes et de tous les partis communistes qu'ils s'alignent sur la coopération soviéto-américaine qui hante ses rêves depuis des années.

La coopération soviéto-américaine décidant du sort du monde, telle est l'âme de la ligne générale de « coexistence pacifique » de la direction du P.C.U.S.

Passons donc en revue les perles qu'elle a débitées !

« Les deux super-puissances de l'époque, l'Union soviétique et les États-Unis d'Amérique, laissent loin derrière elles n'importe quel autre pays du monde » [63].

« Chacune de ces deux puissances se trouve à la tête d'un grand nombre de pays – l'Union soviétique à la tête du système socialiste mondial, les États-Unis d'Amérique – à la tête du camp capitaliste » [64].

« Nous [l'U.R.S.S. et les États-Unis] sommes les pays les plus puissants du monde. Si nous nous unissons dans l'intérêt de la paix, il n'y aura pas de guerre. Et si un fou s'avisait alors de déclencher la guerre, il nous suffirait de le menacer du doigt pour qu'il se calme ».

« Si un accord est conclu entre le chef du Gouvernement soviétique, N.S. Khrouchtchev, et le président des États-Unis, J. Kennedy, il sera trouvé une solution aux problèmes internationaux dont dépend le sort de l'humanité » [65].

Nous voulons demander aux dirigeants du P.C.U.S. : « L'impérialisme américain étant l'ennemi le plus féroce des peuples du monde entier et la principale force d'agression et de guerre, ce qui est très explicitement stipulé dans les Déclarations de 1957 et de 1960, comment pouvez-vous « vous unir » avec le principal ennemi de la paix mondiale pour « assurer la paix » ?

Nous voulons encore demander aux dirigeants du P.C.U.S. : La bonne centaine de pays que compte le monde, et les plus de trois milliards d'hommes qui constituent la population mondiale n'ont-ils pas le droit de décider de leur propre sort ? Doivent-ils laisser docilement les deux « géants », les deux « super-puissances » l'Union soviétique et les États-Unis, disposer de leur sort ? Cette

insolente absurdité, n'est-ce pas du chauvinisme de grande puissance à cent pour cent ? N'est-ce pas, dans toute l'acception du terme, la politique du plus fort ?

Nous voulons encore demander aux dirigeants du P.C.U.S. : Pensez-vous vraiment qu'il suffit qu'intervienne un accord entre l'Union soviétique et les États-Unis, entre les deux « grands hommes », pour que le sort de toute l'humanité soit tranché, pour que tous les problèmes internationaux soient réglés ? Vous vous trompez, et sur toute la ligne.

Jamais les choses n'ont été telles, depuis que le monde est monde, et d'autant moins dans les années 60 du XXe siècle. Le monde d'aujourd'hui est un complexe enchevêtrement de contradictions : contradictions entre le camp socialiste et le camp impérialiste, contradictions entre le prolétariat et la bourgeoisie au sein des pays capitalistes, contradictions entre nations opprimées et impérialisme, contradictions entre pays impérialistes, et contradictions entre groupes monopolistes impérialistes. Ces contradictions disparaîtraient-elles une fois un accord intervenant entre l'Union soviétique et les États-Unis ?

La direction du P.C.U.S. n'a d'yeux que pour un seul pays : les États-Unis. Dans sa recherche de la coopération soviéto-américaine, elle n'hésite pas à trahir les vrais amis et alliés du peuple soviétique, les frères de classe, ainsi que toutes les nations et tous les peuples opprimés qui, aujourd'hui encore, vivent sous le régime capitaliste-impérialiste.

La direction du P.C.U.S. fait tout pour ruiner le camp socialiste. Elle s'en est prise au Parti communiste chinois par le mensonge et la diffamation, jusqu'à épuiser tout ce qui existe en la matière, elle a usé de pressions politiques et économiques contre la Chine. Quant à l'Albanie socialiste, elle ne se tiendra pas pour satisfaite avant de l'avoir détruite. De concert avec l'impérialisme américain, elle a fait pression sur Cuba révolutionnaire, exigeant le sacrifice de sa souveraineté et de sa dignité.

La direction du P.C.U.S. fait l'impossible pour saboter la lutte révolutionnaire des peuples contre l'impérialisme et ses laquais. Elle se fait le prédicateur du social-réformisme, désagrège la combativité révolutionnaire du prolétariat et de son Parti politique. S'adaptant aux besoins de l'impérialisme, elle s'emploie à saper le mouvement de libération nationale, se faisant de plus en plus manifestement le défenseur du néo-colonialisme américain.

Et qu'a donc obtenu de l'impérialisme américain la direction du P.C.U.S., elle qui, dans la recherche de la coopération soviéto-américaine, a dépensé d'incalculables sommes d'énergie et payé un si lourd tribut ?

Dès 1959, Khrouchtchev a été fasciné par les rencontres au sommet entre l'Union soviétique et les États-Unis. Quels rêves mirifiques n'a-t-il pas faits à ce sujet, et quelles illusions n'a-t-il pas répandues !

Il a fait un vif éloge d'Eisenhower, le disant « un grand homme » qui « comprend la grande politique » [66], et il a félicité chaleureusement Kennedy, affirmant que celui-ci « se rendait compte de la grande responsabilité qui incombe aux gouvernements de deux États aussi puissants » [67].

La direction du P.C.U.S. a exalté tapageusement le soi-disant « esprit de Camp David » et proclamé

à cor et à cri que la rencontre de Vienne était un « événement d'une importance historique ». La presse soviétique lança l'idée que lorsque les chefs de gouvernement soviétique et américain seraient assis face à face, l'histoire de l'humanité accéderait à « un nouveau tournant ». Et qu'une « ère nouvelle » serait inaugurée dans les relations internationales par la première poignée de main des deux grands hommes.

Mais comment l'impérialisme américain, lui, traite-t-il la direction du P.C.U.S. ? Un peu plus d'un mois après les entretiens de Camp Davis, Eisenhower déclarait ouvertement : « J'ignore s'il y a un quelconque esprit de Camp David ».

Un peu plus de sept mois après ces mêmes entretiens, Eisenhower envoyait un avion-espion U-2 violer l'espace aérien de l'U.R.S.S, torpillant de ce fait, la Conférence des chefs de gouvernement des quatre puissances.

Peu après la rencontre de Vienne, Kennedy posait ouvertement d'insolentes conditions pour une paix de vingt ans entre l'Union soviétique et les États-Unis, à savoir : abstention soviétique en matière de soutien à la lutte révolutionnaire des peuples ; restauration du régime capitaliste dans les pays socialistes d'Europe orientale.

Et un peu plus d'un an après la rencontre de Vienne, Kennedy ordonnait un blocus militaire de Cuba dans le style pirate, créant ainsi la crise des Caraïbes.

« Du plus haut des cieux au plus profond des enfers, l'immensité informe et vague ne recèle rien », et où sont donc passés « l'esprit de Camp David », le « tournant de l'histoire de l'humanité, l'« ère nouvelle dans les relations internationales » et tout ce qui valut si grand tapage pendant un temps ?

Après la conclusion du traité tripartite sur l'interdiction partielle des essais nucléaires, la direction du P.C.U.S. se mit en devoir d'exalter outrancièrement le soi-disant « esprit de Moscou ». Elle prétendit qu'il faut « battre le fer tant qu'il est chaud », que « toutes les conditions favorables sont réunies » pour un nouvel accord entre l'Union soviétique et les États-Unis et qu'il ne faut pas « laisser passer le temps » et aller « sans précipitation » [68].

Quel est donc cet « esprit de Moscou ? » Voyons les événements récents.

En vue de créer une meilleure ambiance pour la « coopération soviéto-américaine », la direction du P.C.U.S., en même temps qu'elle organisait à Moscou un meeting pour fêter le 30ème anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre l'Union soviétique et les États-Unis, envoyait une délégation culturelle aux États-Unis à des fins d'activités commémoratives. Et comment son « enthousiasme » a-t-il été payé en retour ?

Tout le personnel de l'Ambassade des États-Unis en Union soviétique a refusé d'assister au meeting de célébration à Moscou. Et le Département d'État a publié un mémorandum spécial invitant le public américain à boycotter la délégation culturelle soviétique, qu'il qualifia de « gens extrêmement dangereux et suspects ».

Alors que la direction du P.C.U.S. vantait bruyamment la « coopération soviéto-américaine », les États-Unis envoyait un espion, Barghoorn, s'occuper en Union soviétique. L'arrestation de celui-ci par le gouvernement soviétique était parfaitement légitime. Mais lorsque Kennedy eut crié que le

marché pour le blé entre les U.S.A. et l'U.R.S.S. « dépendait d'une atmosphère raisonnable dans les deux pays » et que « cette atmosphère avait été considérablement détériorée par l'arrestation de Barghoorn », le gouvernement soviétique, sous prétexte de « l'intérêt porté par de hauts fonctionnaires américains au sort de Barghoorn », s'empressa, sans autre forme de procès, de remettre en liberté cet espion américain dont la « culpabilité en matière d'activités d'espionnage contre l'U.R.S.S... avait été confirmé par l'enquête ».

Est-ce tout cela, l'« esprit de Moscou » ? Si oui, ce serait vraiment très triste.

Qui aurait jamais pensé que Moscou, la capitale du premier pays socialiste, ce nom lumineux si cher à des millions et des millions d'hommes dans le monde depuis la grande Révolution d'Octobre, viendrait à être utilisé par la direction du P.C.U.S. pour masquer sa sordide complicité avec l'impérialisme américain, et ainsi à se couvrir d'opprobre !

Bref, pour quémander l'« amitié » et la « confiance » de l'impérialisme américain, que de bonnes paroles la direction du P.C.U.S. ne lui a-t-elle pas adressées ? Quelles marques de déférence n'a-t-elle pas sollicitées auprès de lui ? A quelles colères ne s'est-elle pas laissée aller contre des pays frères et des partis frères ? Quelles pressions n'a-t-elle pas exercées sur eux ?

A quels artifices et mystifications n'a-t-elle pas recouru contre les peuples révolutionnaires ? Mais, les fleurs enamourées ont beau faire pleuvoir leurs pétales, le ruisseau poursuit son cours impassible. Et de l'impérialisme américain, la direction du P.C.U.S. n'a obtenu en tout et pour tout qu'humiliation, et rien d'autre que de l'humiliation.

## **UN CONSEIL A LA DIRECTION DU P.C.U.S.**

Dans les jours très difficiles de la résistance à l'intervention armée de l'impérialisme comme dans le feu de la Guerre patriotique, le grand peuple soviétique, dirigé par Lénine et Staline, s'est-il jamais laissé abattre par les difficultés ?

Aujourd'hui, une excellente conjoncture révolutionnaire s'est affirmée dans le monde, le socialisme est plus puissant que jamais, la situation de l'impérialisme est plus difficile que jamais, et en revanche, nous voyons le premier pays socialiste, ce pays dont Lénine fut le fondateur, à ce point malmené par l'impérialisme américain et l'honneur du camp socialiste si outrageusement sali par la direction du P.C.U.S. Comment nous serait-il possible à nous, à tous les marxistes-léninistes et aux peuples révolutionnaires du monde, de ne pas être immensément affligés ?

Ici, nous voulons donner un conseil sincère à la direction du P.C.U.S.

Les États-Unis sont le pays impérialiste le plus féroce. L'objectif stratégique de l'impérialisme américain, son rêve illusoire, est la conquête du monde entier. Il réprime avec frénésie la lutte révolutionnaire des nations et des peuples opprimés et affirme publiquement son intention d'œuvrer au retour des pays d'Europe orientale dans la prétendue « communauté du monde libre ». Dirigeants du P.C.U.S., comment pouvez-vous imaginer que, dans le plan agressif de l'impérialisme américain pour la conquête du globe, le coup le plus dur ne sera pas porté à l'Union soviétique, mais le sera à d'autres ?



Les États-Unis sont un pays impérialiste, l'Union soviétique elle, est un pays socialiste. Comment pouvez-vous concevoir une « coopération générale » entre ces deux pays aux systèmes sociaux diamétralement opposés ?

Comment pouvez-vous imaginer les États-Unis, pays impérialiste, et l'Union soviétique, pays socialiste, coexistant en toute harmonie alors même qu'entre les États-Unis et les autres puissances impérialistes, intrigues et rivalités sont monnaie courante et que les États-Unis n'auront de cesse avant d'avoir foulé leurs propres alliés aux pieds ?

Camarades dirigeants du P.C.U.S. ! Réfléchissez-y donc froidement : si jamais un orage se déchaînait dans le monde pourrait-on faire confiance à l'impérialisme américain ? Non, on ne peut compter sur l'impérialisme américain, ni sur aucun impérialiste ou réactionnaire. Les seuls vrais alliés, les sûrs alliés de l'Union soviétique sont les pays frères du camp socialiste, les partis frères marxistes-léninistes et les nations et les peuples opprimés.

La loi du développement de l'histoire est indépendante de la volonté de l'homme. Nul ne peut anéantir le camp socialiste et étouffer le mouvement révolutionnaire des nations et des peuples opprimés du monde entier, nul ne peut entraver leur développement.

Quiconque trahit les peuples du camp socialiste et tous les peuples du monde et nourrit l'illusoire ambition de s'associer avec l'impérialisme américain pour décider du sort du monde, n'aura pas de fin heureuse. Les agissements de la direction du P.C.U.S. sont erronés et dangereux à l'extrême. Il n'est pas trop tard pour arrêter le cheval au bord du précipice.

Il est temps pour la direction du P.C.U.S. de renoncer à sa ligne générale de « coexistence pacifique » pour revenir à la voie de la politique de coexistence pacifique de Lénine, à la voie du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien.

[1] V. I. Lénine : « Le programme militaire de la révolution prolétarienne », Œuvres, tome 23.

[2] V. I. Lénine : « Projet de résolution sur la situation politique actuelle », Œuvres, tome 25.

[3] V. I. Lénine : « Rapport d'activité du Comité central présenté au VIIIe Congrès du P.C.(b)R », Œuvres, tome 29.

[4] V. I. Lénine : « Rapport sur la guerre et la paix présenté au VIIe Congrès du P.C.(b)R », Œuvres, tome 27.

[5] V. I. Lénine : « Rapport d'activité du Comité central présenté au VIIIe Congrès du P.C.(b)R », Œuvres, tome 29

[6] V. I. Lénine : « La politique extérieure et intérieure de la République, rapport présenté au IXe Congrès des Soviets de Russie », Œuvres, tome 33.

[7] V. I. Lénine : « Discours à la Ière Conférence de Russie sur le travail du Parti à la campagne », Œuvres, tome 30.

[8] V. I. Lénine : « Discours de clôture de la Conférence du Xe Congrès du P.C.(b)R », Œuvres,

tome 32.

[9] V. I. Lénine : « Rapport sur l'activité du Conseil des commissaires du peuple présenté au VIII<sup>e</sup> Congrès de Soviets de Russie », Œuvres, tome 31.

[10] V.I. Lénine : « Rapport d'activité du Comité exécutif central de Russie et du Conseil des commissaires au peuple », Œuvres, tome 30.

[11] V. I.Lénine : « Réponse aux questions de Karl Wigand, correspondant à Berlin de l'Agence d'information américaine 'Universal service' », Œuvres, Tome 30.

[12] V. I.Lénine : « Au IV<sup>e</sup> Congrès mondial de l'Internationale communiste, au Soviet des députés des ouvriers et des soldats rouges de Petrograd », Œuvres, tome 33.

[13] V. I.Lénine : « Rapport sur la paix présenté au Deuxième Congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie », Œuvres, tome 26.

[14] 14 V. I.Lénine : Œuvres, tome 27.

[15] 14 V. I.Lénine : Œuvres, tome 31.

[16] V. I. Lénine : « Première ébauche des thèses sur les questions nationale et coloniale », Œuvres, tome 31.

[17] J. Staline : Rapport politique du Comité central au XV<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste(b) de l'U.R.S.S., Œuvres, tome 10.

[18] J. Staline : « Réponse aux questions posées par des rédacteurs de la presse américaine, Pravda, 2 avril 1952.

[19] J. Staline : « Sur les travaux de la séance conjointe du mois d'avril du Comité central et de la Commission centrale de Contrôle », Œuvres, tome 11.

[20] « Allocution au Comité préparatoire de la Nouvelle Conférence consultative politique », Œuvres choisies de Mao Tsé-toung, tome IV.

[21] Mao Tsé-toung : Allocution d'ouverture au VIII<sup>e</sup> Congrès national du Parti communiste chinois.

[22] Mao Tsé-toung : « De la juste solution des contradictions au sein du peuple ».

[23] B.N. Ponomarev, « Le Victorieux Drapeau des communistes du monde entier », Pravda, 18 novembre 1962.

[24] A. Roumiantsev : « Notre arme idéologique commune », Nouvelle Revue internationale, n° 1, 1962.

[25] Discours de N.S. Khrouchtchev prononcé le 23 septembre 1960 à l'Assemblée générale des Nations Unies.

[26] Discours de N.S. Khrouchtchev prononcé le 21 février 1960 à l'Université nationale indonésienne « Gadjah Mada », Djokjakarta.

- [27] Rapport de N.S. Khrouchtchev présenté en janvier 1960 à la session du Soviet suprême.
- [28] A propos de l'interview avec le président Kennedy » par la Rédaction des Izvestia, 4 décembre 1961.
- [29] Message adressé le 30 décembre 1961 par N.S. Khrouchtchev et L.I. Bréjnev à J.F. Kennedy.
- [30] Discours de N.S. Khrouchtchev prononcé le 23 septembre 1960 devant l'Assemblée générale des Nations-Unies.
- [31] Discours de N.S. Khrouchtchev prononcé le 5 juillet 1961 à la réception à l'Ambassade de la République Démocratique populaire de Corée en U.R.S.S.
- [32] B.N. Ponomarev : « Problèmes du mouvement révolutionnaire », Nouvelle Revue internationale, n° 12, 1962.
- [33] « La Coexistence pacifique et la révolution », Kommunist, n° 2, 1962.
- [34] B.N. Ponomarev : « Une nouvelle phase dans la crise générale du capitalisme », Pravda, 8 février 1961.
- [35] Lettre du Comité central du P.C.U.S. au Comité central du P.C.C., 30 mars 1963.
- [36] Lettre ouverte du Comité central du P.C.U.S. aux organisations du Parti et à tous les communistes de l'Union soviétique, le 14 juillet 1963.
- [37] B.N. Ponomarev : « Problèmes du mouvement révolutionnaire », Nouvelle Revue internationale, n° 12, 1962.
- [38] Programme du P.C.U.S. adopté au XXIIe Congrès du P.C.U.S.
- [39] Rapport de N.S. Khrouchtchev présenté en janvier 1960 devant la session du Soviet suprême.
- [40] Réponse de N.S. Khrouchtchev aux questions du professeur autrichien Hans Thirring, Pravda, 3 janvier 1962.
- [41] V. I. Lénine : « La politique extérieure de la révolution russe », Œuvres, tome 25.
- [42] J. Staline : « La Révolution d'Octobre et les tactiques des communistes russes », Œuvres, tome 6.
- [43] Ibidem.
- [44] Quelques appréciations sur la situation internationale actuelle », Œuvres choisies de Mao Tsé-toung, tome IV.
- [45] « Pour l'unité et la cohésion du mouvement communiste international », par la Rédaction de la Pravda, 6 décembre 1963.
- [46] « Jusqu'où note gentillesse envers Nikita doit-elle aller ? », Time, 9 mars 1962.
- [47] Interview télévisée donnée par le sous-secrétaire d'Etat américain W.A. Harriman le 18 août 1963.

- [48] « Kennedy aide Khrouchtchev », Time and Tide, 18-24 avril 1963.
- [49] Dépêche A.F.P., datée de Washington, 14 juillet 1963, sur les commentaires faits par de hauts fonctionnaires du gouvernement américain au sujet de la lettre ouverte du P.C.U.S.
- [50] Discours de D. Dillon, ancien sous-secrétaire d'Etat américain, sur la politique extérieure des Etats-Unis prononcé le 20 avril 1960.
- [51] Discours de J.F. Dulles prononcé le 4 décembre 1958 devant la Chambre de commerce de l'Etat de Californie.
- [52] Discours de J.F. Kennedy prononcé le 20 septembre 1963 devant l'Assemblée générale des Nations Unies.
- [53] Déposition de J.F. Dulles du 29 janvier 1959 devant la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des Représentants.
- [54] Entretien de J.F. Kennedy avec A. Adjoubei, rédacteur en chef des Izvestia, 25 novembre 1961.
- [55] Discours de D. Rusk prononcé le 10 septembre 1963 au Congrès national de l'American Legion.
- [56] Discours de J.F. Dulles au dîner offert par l'Association du Barreau de l'État de New York le 31 janvier 1959 à l'occasion de la remise des prix.
- [57] Discours de J.F. Dulles prononcé le 4 décembre 1958 devant la Chambre de commerce de l'État de Californie.
- [58] Discours d'Eisenhower prononcé le 30 septembre 1960 à Chicago au Congrès des Américains d'origine polonaise.
- [59] Kennedy, « Sommes-nous à la hauteur de la tâche ? », La stratégie de paix
- [60] Discours de J.F. Kennedy prononcé le 1er octobre 1960 au Congrès des Américains d'origine polonaise.
- [61] Déclaration de J.F. Dulles du 15 mai 1956 à une conférence de presse.
- [62] Déclaration de J.F. Dulles du 28 octobre 1958 à une conférence de presse.
- [63] N.N. Yakovlev, Depuis trente ans... (Brochure éditée par l'U.R.S.S. à l'occasion du 30ème anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre l'U.R.S.S. et les U.S.A.).
- [64] Ibidem.
- [65] Discours de A.A. Gromyko prononcé le 13 décembre 1962 à la session du Soviet suprême.
- [66] Discours de N.S. Khrouchtchev prononcé le 17 septembre 1959 au déjeuner offert par le maire de New York.
- [67] Discours télévisé de N.S. Khrouchtchev, 15 juin 1961.
- [68] « Le Temps n'attend pas », article du commentateur des Izvestia du 21 août 1963.